

# L'enseignement supérieur et les régions

**En quoi l'enseignement supérieur contribue-t-il au développement régional ?**

**Quels sont les obstacles à un engagement régional plus actif des EES ?**

**Comment les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser les EES au profit de l'innovation régionale ?**

**Comment établir des liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail régional ?**

**Comment les EES peuvent-ils promouvoir le développement social, culturel et environnemental ?**

**Comment les EES peuvent-ils renforcer les capacités dans les régions ?**

**Que faire ensuite ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

## Introduction

Au sein d'une économie du savoir en pleine mondialisation, les pays de l'OCDE sont confrontés à la concurrence sur un certain nombre de marchés. Ils se tournent vers des produits et services à forte intensité de savoir, ce qui accroît leur dépendance aux nouvelles technologies, aux résultats de la recherche, aux connaissances et aux compétences. Toutefois, la réussite à l'échelle mondiale étant souvent fondée sur l'excellence au niveau local, la disponibilité locale des connaissances et des compétences devient de plus en plus importante. Les établissements d'enseignement supérieur (EES) comptent parmi les principales sources de connaissances et d'innovation. C'est pourquoi les pouvoirs publics s'efforcent désormais de déterminer comment mettre réellement l'enseignement supérieur au service des compétences et du développement, non seulement au plan national mais aussi à l'échelon régional.

Parmi les multiples rôles que les établissements d'enseignement supérieur peuvent jouer au sein de leur région, on peut notamment citer la *création de connaissances*, à travers la recherche et le transfert de technologies ; le *transfert de connaissances*, grâce à l'enseignement et au perfectionnement des ressources humaines ; et le *développement culturel et local*, qui crée les conditions propices à l'innovation. Pour les autorités, la raison majeure du soutien aux activités liées à l'innovation dans les EES réside dans leur impact socio-économique potentiel ainsi que dans les avantages qui peuvent résulter d'entreprises de produits et services nouveaux.

La contribution des EES au développement de leur région n'était pas jusqu'alors considérée comme une préoccupation majeure pour l'action publique ou pour les EES eux-mêmes, mais cela est en train de changer avec l'essor de l'enseignement supérieur, en particulier dans le secteur non universitaire, lequel a dans certains cas pour objectif de réduire des inégalités régionales. Le changement d'orientation intervenu dans la plupart des pays de l'OCDE en faveur du développement endogène des régions sur la base des compétences, de l'esprit d'entreprise et de l'innovation a également joué un rôle déterminant dans cette évolution.

Cette *Synthèse* porte sur les actions et les réformes entreprises dans les pays de l'OCDE en vue de mobiliser l'enseignement supérieur au service du développement régional. Pour compter au niveau régional, les EES ne doivent pas se limiter à l'enseignement et à la recherche, ils doivent s'engager avec d'autres acteurs de leur région, offrir des possibilités de formation tout au long de la vie et contribuer à développer des emplois à forte intensité de qualifications qui permettent aux diplômés de trouver du travail sur place. Ces changements ont des répercussions sur tous les aspects de leurs activités : enseignement, recherche et service d'intérêt général. ■

### En quoi l'enseignement supérieur contribue-t-il au développement régional ?

Les établissements d'enseignement supérieur ont une incidence économique profonde sur l'économie locale et régionale. Ils sont employeurs et clients, mais aussi fournisseurs de biens et de services. Les dépenses de leur personnel et de leurs étudiants ont un effet direct sur les recettes et l'emploi des villes et des régions. Les EES sont également consommateurs de services publics locaux et de produits d'entreprises locales. Dans les régions où le secteur de l'enseignement supérieur est bien implanté, la contribution des EES au PIB régional peut être importante.

Les EES jouent un rôle encore plus grand dans le développement du capital humain, du réservoir de connaissances et de l'attrait de la région. Pour les agences chargées de promouvoir le développement des villes et des régions, les EES représentent désormais une ressource essentielle : ils renforcent les avantages comparatifs de leur région en générant des activités nouvelles, en particulier dans les secteurs axés sur le savoir, et en modernisant les secteurs existants. Ils renforcent le capital humain en attirant et en gardant les compétences dans la région, ainsi qu'à travers le perfectionnement professionnel de la main-d'œuvre et la formation tout au long de la vie. Enfin, ils offrent des voies au niveau local pour la commercialisation et les investissements de l'étranger dans le secteur privé et apportent des contenus et un public aux programmes culturels locaux. ■

### Quels sont les obstacles à un engagement régional plus actif des EES ?

Les EES doivent faire face à la concurrence, à de nouvelles missions et aux pressions pour réduire les coûts, particulièrement de la part des autorités centrales. Un tel contexte ne favorise guère la valorisation du rôle régional des EES, notamment si les pouvoirs publics ou les autorités régionales compétentes subissent des pressions pour se désengager.

Trois facteurs influencent et parfois limitent l'engagement régional des établissements d'enseignement supérieur : les caractéristiques du système d'enseignement supérieur, les mécanismes de financement et les obstacles à leur coopération avec les entreprises et d'autres acteurs en matière de recherche et d'innovation.

Les systèmes d'enseignement supérieur peuvent imposer des réglementations qui réduisent la capacité des EES de s'engager à l'échelle régionale. Certains systèmes laissent peu de place à l'autonomie et à la flexibilité des établissements pour prendre des décisions concernant leurs ressources humaines, financières et matérielles ou leurs orientations. Dans de nombreux pays, les politiques de l'enseignement supérieur n'intègrent pas de dimension régionale explicite. La R-D appliquée et les formations répondant aux besoins du marché du travail local sont laissés à des établissements qui, souvent, n'ont pas de tradition ancrée en matière de recherche ou manquent d'infrastructures pour la soutenir. Ainsi, il est souvent précisé dans le mandat des instituts universitaires, des *community colleges* et des instituts technologiques qu'ils ont pour fonction d'être des acteurs régionaux apportant leur concours aux entreprises et à d'autres employeurs et contribuant au développement économique, alors que ce rôle n'est généralement pas spécifié pour les universités à vocation de recherche. Même lorsque l'engagement auprès des entreprises et de la collectivité est reconnu et imposé aux EES comme un « devoir », il reste souvent une « troisième mission » qui n'est pas explicitement reliée aux fonctions de recherche et d'enseignement.

L'attitude des EES face à l'engagement régional est également influencée par leur mode de financement. Dans les systèmes centralisés, la répartition classique des financements de base pour les EES publics repose souvent sur des critères tels que la population ou le nombre d'étudiants, qui ne récompensent pas l'engagement régional. Face à des incitations limitées, les EES ont tendance à privilégier leur rôle national et international. La décentralisation des structures de financement de l'enseignement supérieur tend à faciliter l'implication des EES auprès de leur région, mais elle ne garantit en aucun cas qu'ils seront plus actifs. En Allemagne par exemple, la responsabilité financière et administrative des EES relève des 16 *Länder* et non de l'administration fédérale, mais il n'est guère fait obligation aux établissements de s'engager au service de leur région.

De nombreuses études montrent que les EES ne représentent toujours qu'une source d'information relativement marginale pour les produits et procédés nouveaux en entreprise, à l'exception des entreprises de haute technologie dans les domaines des biotechnologies et de l'informatique. La collaboration entre les EES et les sociétés, en particulier les petites et moyennes entreprises, comporte des lacunes importantes. Ils ont souvent des objectifs et des priorités divergents, et ont du mal à trouver des partenaires. Les universitaires se désintéressent parfois de problèmes qui leur paraissent triviaux et/ou ne parviennent pas à proposer des solutions à temps ou dans les limites du budget, tandis que de leur côté, les entreprises peuvent manquer d'informations pour identifier avec précision les compétences dont elles ont besoin au sein des EES. Les restrictions portant sur la publication des résultats de recherche génèrent également des contraintes.

En outre, les obstacles « traditionnels » à l'innovation, comme par exemple le manque d'esprit d'entreprise, la réglementation excessive des marchés, l'insuffisance de la R-D dans le secteur privé, la faiblesse des investissements en recherche fondamentale, et les défaillances systémiques, notamment les rigidités institutionnelles au sein du système de recherche, ont également un effet démobilisateur. Les défaillances du marché rendent nécessaire l'intervention des pouvoirs publics dans ce domaine. ■

**Tableau 1.**  
**SOURCES D'INFORMATION**  
**ET DE CONNAISSANCES**  
**POUR LES ACTIVITÉS**  
**D'INNOVATION**  
**DANS LE SECTEUR**  
**MANUFACTURIER**  
**BRITANNIQUE**

Type	Source de connaissances	Non utilisé, en %	Faible, en %	Moyen, en %	Élevé, en %
Interne	Au sein de l'entreprise	32	14	27	28
Marché	Fournisseurs d'équipements, de matériaux, composants et logiciels	32	20	32	16
	Clients	34	22	28	16
	Concurrents	46	27	20	6
	Consultants	62	22	13	3
Institutionnel	Universités et autres EES	73	17	9	2
	Organismes de recherche publics	82	14	4	0
	Organismes de recherche privés	82	14	4	1
Autres	Conférences professionnelles, réunions	58	27	12	2
	Revue spécialisée, bases de données informatiques	47	27	22	4
	Foires, expositions	42	29	23	7
Moyenne		54	22	18	7

Source : Laursen et Salter (Danish Research Units for Industrial Dynamics), 2006.

## Comment les pouvoirs publics peuvent-ils utiliser les EES au profit de l'innovation régionale ?

Grâce à la suppression récente dans de nombreux pays des mesures qui tendaient à dissuader les personnels de l'enseignement supérieur de travailler sur des projets communs, il est désormais plus facile pour les EES de développer leurs liens avec les entreprises et de trouver de nouvelles possibilités de renforcer la recherche et la coopération. Pour la politique de l'innovation au plan régional, l'objectif est de mieux exploiter ce potentiel et de faciliter l'utilisation de la créativité des EES. Il importe notamment de valoriser le rôle de l'enseignement supérieur au sein des systèmes d'innovation régionaux et de renforcer la participation des EES à des initiatives fondées sur la constitution de réseaux.

La plupart des pays ont renforcé leur dispositif d'EES par rapport aux entreprises et à l'économie régionale, ainsi que la disposition des établissements à s'engager auprès de leur région. Certains se sont lancés dans de vastes projets régionaux réunissant de multiples acteurs et visant à jeter les bases de systèmes d'innovation régionaux, par exemple la Nouvelle Université NURI pour l'innovation régionale en Corée ou le programme de croissance régionale VINNVAXT en Suède. Toutefois, il s'agit dans la majorité des cas de mesures d'incitation temporaires sous forme de subventions, d'appels à projets ou de programmes conjoints visant à favoriser la recherche en collaboration à l'échelle régionale. Le financement de l'engagement régional des EES demeure globalement insuffisamment développé. Ainsi, le programme britannique HEIF finance un certain nombre de projets favorables aux entreprises mais n'accorde toujours qu'une faible part des ressources totales des EES. En général, les pouvoirs publics et leurs agences investissent dans des complexes scientifiques, financent des pépinières d'entreprises et accordent des incitations sous forme de fonds de capital-risque afin d'accélérer la création des entreprises nées de la recherche universitaire.

Pour associer les EES au développement régional, on peut aussi se concentrer sur les grappes d'activités et les programmes de développement des grappes (le programme des centres d'expertise en Finlande et les pôles de compétitivité en France, par exemple). Les EES peuvent exercer une influence sur les grappes d'activités en leur fournissant des diplômés et des personnels qualifiés. Ils peuvent améliorer la qualité des moyens mis en œuvre et diffuser les connaissances et les résultats scientifiques. Ils peuvent également contribuer à diversifier l'économie locale et permettre aux grappes d'étendre la gamme de leurs produits ainsi que leurs activités de R-D. À cette fin, les EES peuvent offrir

Tableau 2.

**COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LES ORGANISMES DE RECHERCHE EN RELATION AVEC L'INNOVATION DE PRODUIT, SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES (EN %)**

	10-19	20-99	100+	All
<b>Danemark</b>				
Universités et organismes de recherche	9	16	31	17
<b>Norvège</b>				
Universités	17	23	34	28
Organismes de recherche	32	41	56	48
<b>Autriche</b>				
Universités	9	22	48	33
Organismes de recherche sous contrat	18	20	29	24

Note : La distinction entre coopération régionale et nationale n'apparaît pas dans ces calculs, néanmoins, dans le cas des petites entreprises, les liens sont quasi locaux ou régionaux.

Source : Christensen, Gregersen et Rogaczewska cité dans B. A. Lundvall : *The University in the Learning Economy*, DRUID 2002.

des services « classiques », tels que transfert de technologie et de connaissances, octroi de licences, services de conseil et de résolution de problèmes, ainsi qu'un « espace public » pour un débat ouvert sur les perspectives en matière de technologie et les débouchés commerciaux.

La plupart des projets concernent en priorité les secteurs de haute technologie. Des améliorations sont possibles pour soutenir l'entrepreneuriat social, l'innovation dans les secteurs traditionnels et les services, qui représentent 70 % de la main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE, ainsi que les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que la santé. ■

### Comment établir des liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail régional ?

L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur est une mission nationale autant que régionale, mais la dimension régionale est particulièrement importante dans les pays qui se caractérisent par de fortes disparités. Certains pays comme l'Australie ont introduit une dimension régionale spécifique dans leurs initiatives pour l'équité dans l'enseignement supérieur. Étant donné que, dans les pays de l'OCDE, un tiers des adultes en âge de travailler possède de faibles qualifications, l'acquisition de nouvelles compétences et la formation tout au long de la vie constituent des défis particuliers.

L'offre de main-d'œuvre qualifiée répond rarement en tous points à la demande régionale, ce qui diminue le potentiel d'innovation de la région. Il est donc essentiel dans de nombreux pays de l'OCDE d'améliorer et d'adapter le profil de compétences des diplômés locaux. L'action des pouvoirs publics comporte ainsi plusieurs axes : renforcer la mobilité des diplômés entre les EES et les entreprises, mettre en place des services d'orientation professionnelle et des programmes de placement plus pointus, grâce auxquels les étudiants/diplômés pourront acquérir des compétences utiles pour trouver un emploi et nouer des liens avec les entreprises régionales, mais aussi améliorer l'information sur le marché de l'emploi des diplômés.

Les programmes de formation sur le lieu de travail peuvent faciliter les interactions entre les EES et le marché du travail local. Ces transferts de connaissances au niveau des personnes débouchent souvent sur des créations d'emplois et favorisent les relations entre les PME et les EES. L'échange de spécialistes entre les entreprises et les EES contribue également à rapprocher les deux secteurs. Toutefois, les possibilités qu'ont les chercheurs de travailler en entreprise et le personnel hautement qualifié du secteur privé d'enseigner à temps partiel ou en tant que professeurs adjoints sont très variables d'un pays à l'autre. ■

### Comment les EES peuvent-ils promouvoir le développement social, culturel et environnemental ?

Le développement régional, ce n'est pas seulement aider les entreprises à prospérer ; des formes de développement plus vastes, non seulement concourent à la réalisation d'objectifs économiques, mais représentent aussi des fins en soi. Si les EES considèrent depuis longtemps le service à la collectivité comme faisant partie intégrante de leur rôle, cette fonction est souvent peu valorisée. Rares sont les pays de l'OCDE qui ont réellement encouragé ce type d'activité. Au Mexique, le service social obligatoire pour les étudiants du supérieur fournit un modèle intéressant pour les pays qui cherchent à mobiliser leur enseignement supérieur au service d'objectifs sociaux.

De nombreux établissements d'enseignement supérieur ont des liens étroits avec la santé, et cette démarche peut être utilisée au profit de la collectivité. Les EES peuvent également analyser les besoins sociaux dans les régions défavorisées

et tenter d'y répondre. Dans le domaine culturel, la contribution de la culture à l'amélioration de la qualité de vie, l'attraction des talents créatifs et l'essor des industries créatives font partie intégrante du développement régional. Des initiatives très médiatisées, telles que les candidatures conjointes de villes qui souhaitent devenir capitales européennes de la culture, peuvent contribuer à unir les efforts dans ce domaine. L'enseignement supérieur peut également contribuer de manière déterminante à l'internationalisation des régions ainsi qu'à leur diversité et à leur multiculturalisme. En outre, les EES commencent à occuper une large place dans le développement environnemental, par exemple en rassemblant les compétences et en recourant aux bonnes pratiques. ■

### Comment les EES peuvent-ils renforcer les capacités dans les régions ?

Les EES exercent un rôle important dans la conclusion de partenariats avec les acteurs régionaux. Certains pays de l'OCDE ont renforcé ce rôle en intégrant une représentation régionale dans les instances de direction de l'enseignement supérieur et en encourageant la participation des EES aux structures de gouvernance des régions. Les EES s'impliquent ainsi de manière plus visible dans l'élaboration des politiques économiques régionales et mobilisent leurs ressources intellectuelles conjointes pour préparer et mettre en œuvre des stratégies régionales et urbaines. Il n'en reste pas moins que de nombreux EES s'en tiennent toujours à un rôle passif vis-à-vis de leur région et continuent de privilégier leurs dimensions nationale et internationale. Dans certaines régions, les liens entre les EES et les collectivités locales, en particulier les villes, demeurent distants.

Certains pays de l'OCDE encouragent une coopération plus étroite entre les EES et d'autres établissements régionaux pour atteindre plus facilement la taille nécessaire et offrir des services plus diversifiés. Au Royaume-Uni, par exemple, bien que la concurrence en matière de financement ait ralenti le développement de la collaboration entre universités, celle-ci a été encouragée par des mesures de l'administration centrale ainsi que par les avantages que les établissements savaient pouvoir obtenir en parlant d'une seule voix face aux organismes régionaux. ■

### Que faire ensuite ?

L'étendue et l'importance de l'engagement régional d'un établissement d'enseignement supérieur dépendent largement de la mission que l'EES se fixe. Certains ont davantage l'esprit d'entreprise parce qu'ils ont établi des liens solides avec leurs principales parties prenantes et parce qu'ils ont engagé une réforme structurelle visant à renforcer leurs mécanismes de gestion fondamentaux et à établir des systèmes de gestion professionnelle et des activités de diffusion.

Les pays de l'OCDE qui souhaitent mobiliser tout ou partie de leur système d'enseignement supérieur au service du développement régional doivent s'assurer que leur politique d'enseignement supérieur, qui englobe l'enseignement, la recherche et le service à la collectivité, intègre une dimension régionale explicite. Ils doivent aussi instaurer des conditions cadres favorables, par exemple un environnement propice à l'interaction entre les universités et les entreprises, une plus grande autonomie des EES et des structures incitatives adaptées. Les EES peuvent jouer un rôle clé pour coordonner au niveau régional une vaste gamme de mesures nationales, concernant notamment la science et la technologie, les entreprises, l'enseignement et les qualifications, la santé, la culture et le sport, la viabilité écologique et la cohésion sociale. Il est dès lors important de mettre en place des structures de gouvernance mieux coordonnées (par exemple entre les ministères des Finances, de l'Éducation, des Sciences et Technologies, de

l'Industrie) afin d'harmoniser les décisions concernant les priorités, les ressources et les domaines stratégiques au regard du développement régional.

En outre, les pouvoirs publics peuvent favoriser la capacité des EES de renforcer l'innovation et le développement social, culturel et environnemental de leur région grâce aux actions suivantes :

Premièrement, les EES devraient être encouragés à adopter une position stratégique et à mieux harmoniser leurs activités avec les priorités régionales. La coopération avec les organismes publics régionaux en Finlande et aux États-Unis a montré que les EES pouvaient contribuer de façon déterminante à cet ajustement.

Deuxièmement, il serait souhaitable d'inciter les EES à étendre leurs services aux entreprises et aux collectivités. Nombre d'entre eux ne sont pas des universités à vocation de recherche mais ils peuvent cultiver l'esprit d'entreprise et établir une approche globale vis-à-vis des entreprises en mettant l'accent sur des aspects non technologiques tels que des problèmes d'ordre juridique et les questions relatives à la main-d'œuvre ou aux infrastructures. Les fonctions de résolution de problèmes et d'espace public pourraient être encore approfondies.

Troisièmement, de nombreux EES deviennent des acteurs mondiaux et développent des réseaux de filiales nationales et internationales. Ces liens devraient être mobilisés pour permettre aux entreprises régionales et locales de tisser des relations au delà de leurs limites régionales.

Enfin, même si les mesures sont difficiles et controversées, les actions mises en œuvre en faveur de l'engagement régional des EES ne pourront être améliorées sans des procédures d'évaluation solides. Il faut renforcer la responsabilité des EES vis-à-vis de la société en élaborant des indicateurs et en suivant les résultats afin d'évaluer leurs performances à l'échelle régionale. ■

### Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations à propos des travaux de l'OCDE sur l'enseignement supérieur et les régions, prendre contact avec Jaana Puukka, tél. : +33 1 45 24 16 61, courriel : [jaana.puukka@oecd.org](mailto:jaana.puukka@oecd.org) ou Patrick Dubarle, tél. : + 33 1 45 24 92 34, courriel : [patrick.dubarle@oecd.org](mailto:patrick.dubarle@oecd.org).



## Références

Voir [www.oecd.org/higher/regionaldevelopment](http://www.oecd.org/higher/regionaldevelopment).

OCDE (2005), **Examens territoriaux de l'OCDE – Finlande**, ISBN 978-92-64-01277-6, € 35, 216 pages.

OCDE (2005), **La gestion de la recherche universitaire – Développer la recherche dans les nouveaux établissements**, ISBN 978-92-64-00694-2, € 32, 244 pages.

OCDE (2006), **Améliorer les compétences – Vers de nouvelles politiques**, ISBN 978-92-64-01250-9, € 65, 314 pages.

OCDE (2006), **Examens territoriaux de l'OCDE – France**, ISBN 978-92-64-02265-2, € 32, 210 pages.

OCDE (2007), **Enseignement supérieur et régions – Concurrence mondiale, engagement local**, ISBN 978-92-64-03414-3, € 40, 240 pages.

OCDE (2007), **Examens de l'OCDE sur l'innovation régionale – Vers des pôles d'activités dynamiques : politiques nationales**, ISBN 978-92-64-03182-1, € 50, 296 pages.

OCDE (2007), **Comprendre l'impact social de l'éducation**, ISBN 978-92-64-03310-8, € 24, 132 pages.

OCDE/IMHE, **Revue du Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur – Politiques et gestion de l'enseignement supérieur**, ISSN 1682-346X, € 120.

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.